



COORDINATION DES SYNDICATS CGT
Groupe TOTAL



LES SALARIES RESTENT DES VARIABLES POUR LA DIRECTION DE TOTAL

L'HEURE EST A LA REVOLTE !

Après les annonces répétées de réductions d'effectifs dans de nombreuses entités du Groupe, et les conséquences sur les conditions de travail que l'on connaît tous, ce sont les ventes qui s'enchaînent !

Dans un passé récent ce sont les sociétés TIGF et GPN qui ont été cédées à des repreneurs qui, selon la direction, pourraient « mieux contribuer à leurs développements ». Comprenez qui pourra. Comme si TOTAL n'avait pas les moyens aujourd'hui d'accompagner le développement de ses filiales.

Tout comme de son raffinage et de sa chimie en France et en Europe d'ailleurs. Car de ce côté-là aussi, de petites phrases dans les médias, en annonces devant les représentants du personnel, la direction continue d'alimenter les peurs dans la tête des salariés. **Le spectre de la vente ou de la fermeture continue de planer**. Entre la raffinerie de La Mède qui, selon C. De Margerie, ne peut être viable qu'au travers d'un partenariat avec Petrolneos, et les intentions de cessions d'actifs à hauteur de 500 millions d'euros annoncées par la Direction du Raffinage Chimie, les salariés n'ont vraiment pas une perspective d'avenir radieuse !

Et la semaine dernière : rebelote ! Ce sont les salariés de TOTALGAZ qui ont pris une grande claque, vendredi matin, en apprenant par la presse que TOTAL mettait en vente leur société. Le MEDEF en rêve, TOTAL le fait ! Les Instances Représentatives du Personnel sont, selon le représentant des grands patrons, M.GATTAZ, des freins au développement. Qu'à cela ne tienne, on fait comme si elles n'existaient plus ! Et on passe par la presse pour annoncer les ventes, les fermetures, les suppressions d'emploi !

Et les salariés dans tout ça ? Et bien ils s'adaptent ou ils dégagent ! Ils n'auraient quand même pas la prétention d'exiger qu'on les respecte ? Pourquoi respecter ceux que l'on considère comme un coût ? Car ceux sont bien eux, les salariés, en réclamant la

reconnaissance de leur qualifications, la reconnaissance de leur savoir faire et de leurs expériences, en réclamant des avantages sociaux exorbitants, en échange de leur travail et de leur implication dans l'entreprise, qui mettent l'entreprise en péril ? Non ? Dans la tête de nos dirigeants ça ne fait aucun doute en tout cas !

Alors la CGT le dit et le répète : Il est grand temps que la donne change !

Les salariés, leurs emplois, leurs conditions de travail, doivent devenir la préoccupation N°1 de nos directions. Ce sont les salariés qui créent les richesses, pas les actionnaires. Ils ne sont pas des variables d'ajustement que l'on prend et que l'on jette au gré des besoins ou du bon vouloir de certains.

Oui ils ont raison de revendiquer la progression de leurs salaires et de leurs acquis sociaux !

Oui ils ont raison de revendiquer des investissements en France pour garantir leurs emplois, et ceux des générations futures !

Oui ils ont raison de lutter pour que ces revendications aboutissent !

Avec les salariés, la CGT revendique des droits d'interventions démocratiques dans l'entreprise, pour les salariés et leurs représentants, mais également dans les localités, avec les pouvoirs publics parce que l'entreprise doit assumer une responsabilité sociale, notamment en matière d'éducation, de transports, de santé.

Cela passe notamment par :

- **Des droits et libertés individuels pour chaque salarié dans l'atelier, le service, garantissant son évolution de carrière et sa liberté d'expression**
- **Un droit de veto pour les représentants du personnel avec obligation de négociation sur des contrepropositions face à tout projet impactant l'emploi et l'activité de l'entreprise.**
- **Un contrôle des fonds publics donnés aux entreprises : les entreprises ont des devoirs, ont des comptes à rendre. Elles ont perdu leur droit de propriété pour partie dès lors qu'elles font appel à ces aides publiques, payées par la collectivité.**

Voilà pourquoi, le 18 MARS, la CGT appelle à une large mobilisation dans toutes les entreprises du Groupe TOTAL, pour la satisfaction de nos revendications, pour une réelle progression de nos salaires et la préservation de nos emplois, contre le dumping social.